

Cet ouvrage constitue les actes d'un colloque international organisé par le **Mémorial de Caen** et le CNRS (CRHQ) les 22, 23 et 24 février 1996 avec la coopération de l'**Institut des Sciences de l'Homme de Vienne**, le **Centre Marc Bloch de Berlin** et l'**Institut des Sciences sociales de Hambourg**. Il rassemble les communications qui ont été présentées à cette occasion.

Publié avec le soutien du ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, Délégation à la Mémoire et à l'Information historique.



© Editions Complexe, 1996
ISBN 2-87027-666-4
D/1638/1996/40

Dietmar HÜSER

*VENTRES CREUX,
MENTALITÉS COLLECTIVES
ET RELATIONS INTERNATIONALES –
LA FAIM DANS LES RAPPORTS
FRANCO-ALLEMANDS D'APRÈS-GUERRE*

« Si nous avions la possibilité de fournir trois mille calories par jour au peuple que nous occupons, alors que nous n'en accordons que la moitié à notre propre peuple, il n'y aurait pas de problème. Je ne pense pas qu'en matière d'occupation nous nous conduisons mal. Nous faisons ce que nous pouvons et certes, la perfection n'est pas de ce monde. »¹

Depuis longtemps la recherche historique essaie d'éclairer la dialectique entre sous-alimentation et comportements protestataires, entre crises alimentaires et crises politiques, notamment dans les XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. A cette époque, la conjoncture des famines rythme, dans une large mesure, la vie économique et sociale des pays ainsi que les relations entre les classes populaires et les autorités centrales ou régionales².

Mais dès le milieu du XIX^e siècle les crises de subsistance traditionnelles semblent disparaître, en Grande-Bretagne aussi bien qu'en France ou en Allemagne. La croissance de la productivité agricole, la naissance d'un marché national à même d'équilibrer les disparités régionales de récolte, l'expansion des offres d'emplois industriels, l'augmentation des salaires nets, la présence de plus en plus pesante de groupes d'intérêt et l'émergence des états-providence en sont quelques-unes des causes principales. En

Europe occidentale, l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires disparaît alors de la hiérarchie des tout premiers soucis gouvernementaux.

En conséquence, les origines des crises alimentaires du XX^e siècle ne sont plus une sorte de fatalité régulière, mais des événements d'exception. Elles sont surtout liées aux grands conflits internationaux que représentent les deux guerres mondiales et les années respectives d'après-guerre. La misère reprend alors ses droits, la pénurie redevient inévitablement un enjeu primordial, et pour les gouvernants, et pour les gouvernés.

D'une part ventres creux et casseroles vides agissent sur les mentalités collectives des gens, elles bouleversent les comportements et les normes habituels, elles imposent la loi du quotidien : le « vouloir vivre » tourne au « devoir survivre ». D'autre part ces restrictions agissent sur la vie politique, elles se transforment, potentiellement, en pressions populaires pour les dirigeants en place, contraints d'en tenir compte dans leurs actes comme dans leurs discours.

Entre 1944 et 1948 c'est bel et bien le cas. Pour une fois encore, la faim se retrouve à la jonction même de tous les maux du moment, psychologiques, économiques, sociaux, politiques et diplomatiques. Elle représente, en dernière analyse, une clé majeure pour comprendre la politique allemande de la France ainsi que sa perception par les Allemands³.

Par la suite, il faudrait dans un premier temps brosser les tableaux alimentaires et matériels d'après-guerre pour les deux pays en question. Puis il s'agit d'étudier les contextes psychologiques respectifs dans le temps et dans l'espace. Enfin, devraient être mis en évidence les rapports complexes entre la disette et la politique. La thèse serait que ces rapports sont, du moins partiellement, responsables d'une entente franco-allemande tardive au niveau des populations par rapport aux approches pragmatiques et précoces des dirigeants.

Ventres creux et casseroles vides

Le 8 mai 1946 le Figaro publie sur sa page deux un bilan économique et social assez complet pour montrer ce que l'année de paix a matériellement apporté à la France et aux Français. Sont juxtaposés des progrès pour les transports, les textiles, le cuir, le

charbon, l'électricité, et des dégradations pour le ravitaillement, le coût de la vie, la valeur du Franc et le bilan commercial. « Pour le reste », conclut le quotidien peu enthousiaste, « c'est la persistance, à peine atténuée, de bien des contraintes et de bien des désordres. »⁴

Les Français ont faim, ...

Effectivement, en 1946, la France continue à avoir faim, à des degrés différents, bien sûr, selon les lieux, les âges, les catégories, l'accès au marché noir ou le nombre des personnes en charge⁵. Se creuse en particulier le fossé entre une France rurale et une France citadine où les grandes villes sont les plus touchées, Paris, Lyon, Marseille, puis celles des régions sinistrées où se superposent la faim, le froid, le manque d'abri, etc.⁶

1946 – sixième année consécutive d'immenses restrictions de toutes sortes pour les Français, et presque rien n'y échappe, ni les vêtements ou les chaussures, ni le chauffage ou la nourriture. Côté alimentaire, le rationnement se généralise dès l'été 1940 : le pain, les pâtes, le sucre en août 1940, le beurre, le fromage, la viande, le café, la charcuterie, les oeufs, les fruits en octobre 1940, le chocolat et le poisson frais en juillet 1941, les triperies, les légumes frais, le lait, le vin et les pommes de terre en octobre 1941⁷.

Avant la guerre la consommation moyenne en France équivaut à plus de 3 000 calories par jour. Mais dès septembre 1940 le taux des rations officielles pour la catégorie A, donc pour les adultes de 12 à 70 ans, n'atteint même plus la moitié de ce niveau. Pendant la plus grande partie de l'Occupation le taux moyen de calories pour un consommateur adulte des villes s'élève à environ 1 200. Pour se permettre de frôler les 1 800 à 2 000 calories par jour, mieux vaut avoir un revenu suffisant ou de bonnes relations rurales⁸.

La Libération ne change pas fondamentalement la situation : 1 000 calories pour la seconde moitié de 1944 à Paris en moyenne, puis 1 200 à partir de janvier 1945 avec quelques suppléments pour certains. Après une hausse respectable durant l'été et l'automne 1945 les taux officiels chutent à nouveau pour s'établir vers 1 300 calories en avril 1946. Ce n'est qu'après que les chiffres commencent à remonter⁹.

Mais la faim ne se limite pas à une question de calories par jour. Il s'agit tout autant d'une question de qualité, une question d'habitudes et de symboles. Prenons les queues tenaces devant les

magasins, symboles culturels par excellence de la pénurie, créatrices de toute une sociabilité féminine¹⁰. Prenons des produits alimentaires de base comme le lait qui manque cruellement jusqu'en 1948, surtout pour les nouveau-nés en hausse depuis 1942/43 ou encore le pain, de plus en plus noir que blanc. Oscillant entre 275 et 350 grammes par jour sous Vichy, les dirigeants parisiens se voient contraints, après une légère augmentation en octobre 1944, de réduire des rations à 300 grammes en janvier 1946, à 250 grammes en mai 1947, et à 200 grammes en août 1947¹¹.

Les raisons des difficultés quotidiennes bien au-delà des libérations successives sont conjoncturelles et structurelles à la fois : la crise agricole des années 30 et l'échec du « retour à la terre » sous l'oeil de l'occupant, la perte d'environ trois millions d'hectares de zones cultivées et le cloisonnement du marché national suite aux combats de libération, le manque d'engrais et de bras ainsi qu'une très faible mécanisation de l'agriculture française, enfin des paysans – somme toute – peu enclins, dans le climat monétaire et économique ambiant, à livrer leurs produits, bien moins encore aux prix fixés par l'Etat.

L'hiver 1944/45, non seulement un des plus durs de la guerre, mais aussi l'amorce d'un cycle météorologique infernal, amplifie tous ces problèmes. Aux pluies diluviennes d'octobre et de novembre suivent deux périodes de gel et de froid glacial, décembre/février et avril/mai, enfin une sécheresse extrême pendant l'été. Les récoltes de 1945 sont parmi les plus basses du siècle. La production agricole totale diminue d'un tiers, la production céréalière presque de la moitié par rapport à 1935. Et les Etats-Unis, harcelés de demandes d'aide de partout en raison de la crise alimentaire mondiale, ne sont pas en mesure d'y remédier à brève échéance. Finalement, les premiers beaux jours, sont – matériellement – à peine aussi beaux que prévu.

Et les conditions ne s'améliorent qu'à tout petits pas. Elles se rétablissent bien plus tard. Il faut attendre juin 1948 pour que la ration du pain augmente de 50 à 250 grammes par jour. Les cartes de pain sont définitivement supprimées en janvier 1949 et, quelques mois plus tard, les derniers rationnements, ceux des matières grasses, du lait ou du chocolat par exemple.

..., mais les Allemands aussi

Evidemment la situation générale en Allemagne ne se présente point sous de meilleurs auspices à la fin de la guerre. Sans entrer

dans le détail quelques similitudes et quelques différences par rapport à la crise alimentaire française sont à prendre en considération.

D'abord il y a un décalage important dans le temps. En mai 1945 les ceintures françaises sont déjà serrées depuis presque cinq ans tandis qu'en Allemagne les restrictions massives viennent de commencer. Pendant la guerre la consommation moyenne des Allemands par jour équivaut à environ 2300 calories, donc 700 calories de moins comparé aux années 1935 à 1938. Au fil du temps les rations de guerre se dégradent plutôt qualitativement tandis que quantitativement, elles restent relativement élevées, même à la fin de 1944 entre 1800 et 2000 calories par jour pour ce qu'on appelle un « Normalverbraucher »¹².

Grâce à cette détérioration graduelle du ravitaillement les Allemands sont, physiologiquement, assez bien préparés pour affronter la disette d'après-guerre. Psychologiquement, par contre, la faim est une expérience nouvelle, étroitement liée à la défaite, à la capitulation sans conditions, et à l'occupation du pays par les quatre puissances alliées, soviétique, américaine, britannique et française.

Ce n'est que quelques mois après l'écroulement du Troisième Reich que toute la dimension de la misère se dévoile¹³, et bien plus tard que ses premiers effets sur l'état de la santé publique, perceptible en France dès la Libération¹⁴, se font douloureusement sentir. Partout en Allemagne, les rations réellement attribuées par les Alliés sont en-dessous des niveaux prévus et annoncés.

Pendant trois ans les taux vont varier, en gros, entre 1000 et 1500 calories par jour. Mais, par endroits et par moments, même les 1000 calories ne sont guère atteintes¹⁵. Comme en France, il faut bien différencier selon les villes, les régions, les âges, les catégories professionnelles ou sociales, l'accès aux marchés parallèles, et le calendrier annuel. Car chaque fois – avec l'amenuisement des stocks hivernaux – les printemps s'avèrent les périodes les plus difficiles, en 1946 et 1947 comme en 1948.

Les causes principales de la pénurie renvoient directement ou indirectement à la guerre hitlérienne. En premier lieu faut-il souligner les effets pervers – et a posteriori – des modes de financement national-socialistes sur la situation économique et sociale en Allemagne occupée, d'ailleurs peu visibles pour les contemporains¹⁶. Puis, le détachement des provinces de l'Est fait perdre au pays un quart de ses terres cultivées. Au même moment, la densité de la population – surtout en zone américaine et anglaise – augmente d'un quart, par l'afflux massif de millions de réfugiés.

Ensuite, le secteur agricole n'est pas épargné par les destructions à la fin de la guerre, notamment dans des espaces frontaliers militairement sensibles comme la « zone rouge » qui représente 21.5 % de l'ensemble des terres cultivées en Rhénanie-Palatinat. Enfin, un manque de graines et d'engrais artificiels dont les capacités de production se retrouvent nettement diminuées pour des années.

En ce qui concerne les territoires occupés par les Français au sud-ouest de l'Allemagne, les problèmes se posent de la même manière, et les rythmes alimentaires suivent ceux du reste du pays. En Rhénanie-Palatinat, on a calculé pour un « consommateur normal » adulte à peu près 1 200 calories en moyenne par jour en 1946, 1 300 en 1947, et 1 700 en 1948¹⁷, avec des rations les plus basses vers les débuts de l'été de chaque année. La situation se détend durablement à partir du mois de juillet 1948 grâce à une très bonne récolte, à une convalescence de la situation alimentaire mondiale et aux envois de blé dans le cadre du plan Marshall, première année.

Malgré une infériorité des rations officielles de 100 à 200 calories par rapport aux autres zones d'occupation, il semble peu probable que la population de la zone française, dans son ensemble, ait vécu beaucoup plus mal que ses compatriotes. Le caractère plutôt rural que citadin de ces régions¹⁸, avec des réseaux sociaux bien intacts, a sans doute contribué à compenser les déficits. Les paysans en Rhénanie-Palatinat, un bon tiers de la population, ne sont que très marginalement touchés par la crise. Comparée à l'hexagone, l'ampleur des restrictions en zone française nous semble assez analogue jusqu'en automne 1946¹⁹.

Ce n'est qu'après que l'écart se creuse. L'amélioration de l'approvisionnement alimentaire en France progresse plus vite qu'au sud-ouest allemand, pour se rapprocher, de nouveau, vers la fin 1948/début 1949. Pourtant, au sud-ouest allemand, on n'a guère tendance à comparer son sort à celui des Français, mais à la situation présumée, voire imaginée, des compatriotes en zone américaine...

Ventre creux et mentalités collectives

Donc, ventres creux et casseroles vides – avec des variantes régionales, sociales, etc. – en France comme en Allemagne, mais dans des contextes psychologiques bien différents.

Mentalement les Français,
à la recherche de soupapes, en sont atteints, ...

Pour les Français, le cauchemar de la vie quotidienne dure depuis longtemps. Pendant les années noires déjà, les difficultés d'approvisionnement sont l'obsession principale. Chaque jour elle requiert l'énergie et l'imagination entières des gens, s'agissant de trouver de quoi se nourrir, se chauffer, se vêtir, ou de tourner, d'une manière ou d'une autre, la réglementation en cours pour adoucir son sort²⁰. A leurs yeux, ces désagréments n'ont à voir qu'avec la guerre, l'occupation et l'exploitation allemandes. Même si, au cours des mois, la co-responsabilité de Vichy ne fait plus aucun doute²¹, ce régime sous la botte nazie fait entretenir l'espoir d'un retour à la normale imminent avec des tables bien garnies, une fois l'occupant chassé du territoire national. Il n'en sera rien.

Certes, à la libération de Paris les traumatismes des années passées se transforment spontanément en une joie immense. Mais derrière la liesse populaire de ces jours se profilent déjà les contraintes de demain. La Libération ne sera ni la fin de la guerre ni la fin des soucis matériels, et à une confiance excessive en l'avenir succède rapidement « l'étonnement, puis un certain désenchantement, enfin beaucoup de désillusion, et une certaine rancœur »²².

Le ravitaillement reste l'obsession première pour la plupart des Français. Les sondages américains comme ceux de l'IFOP sont peu ambigus sur ce point²³. Peu surprenant d'ailleurs qu'en septembre 1945 le ministre qui – aux yeux des Français – a le plus mal réussi depuis la Libération s'appelle Paul Ramadier, ministre socialiste du Ravitaillement, et surnommé plus tard « Ramadan » ou « Ramadiète ». Il est désigné en premier par 47 % des interrogés et devance largement ses collègues dont aucun ne dépasse les 4 %²⁴ !

Les rapports des préfets des années 1945 à 1948 ne peuvent que confirmer ces indications quantitatives. Très tôt déjà, les opinions départementales jugent sévèrement les conditions matérielles et alimentaires²⁵, et plus celles-ci persistent, plus on déplore – pour citer le préfet de la Moselle en juin 1947 – que « les rations ne soient guère plus fortes qu'elles n'étaient sous l'Occupation, à l'époque où la France ne recevait pas d'importations de l'étranger, et où sévissaient les réquisitions massives des Allemands ».²⁶

A en croire les préfets, la morale des Français s'en retrouve vivement atteinte²⁷. Selon eux, les valeurs individuelles comme

nationales ne comptent plus, l'indiscipline et l'égoïsme règnent en maître, l'argent facile par tous les moyens et les revendications de toutes sortes sont à la hausse²⁸. Les déceptions d'après-guerre correspondent à la hauteur des attentes à la Libération, et risquent de gagner, peu à peu, la sphère politique.

Le gouvernement provisoire en est bien conscient. A Alger, dès 1943/44, de vives discussions sont engagées entre ses protagonistes²⁹. Persuadés, pour la plupart, de la nécessité de quelques mesures symboliques et immédiates pour maintenir la paix sociale à la Libération du pays, ni de Gaulle ni ses ministres se voient pourtant en mesure de promettre la lune aux Français³⁰. L'économie exsangue ne fournira pas, à court terme, la nourriture, les vêtements, le chauffage dont ils rêvent tant. Bien sûr, la radio d'Alger fait naître beaucoup d'illusions sur les lendemains alimentaires en gonflant exagérément la part des prélèvements allemands dans les restrictions du moment, mais pouvait-elle vraiment faire autrement ?

De toute façon, pendant l'hiver 1944/45, l'écart s'approfondit entre un gouvernement soucieux de moderniser la France et des consommateurs dont la frustration prédispose littéralement à des manifestations de colère³¹, souvent orchestrées par les communistes, notamment dans le Midi et dans le Nord. La capitulation allemande consommée, les rages populaires visent de plus en plus directement le gouvernement provisoire, et même de Gaulle³². Le rétablissement de la carte de pain – symbole par excellence d'une nation au « régime forcé » – au 1^{er} janvier 1946, abolie précédemment par décision du Conseil des ministres en vue des échéances électorales du 21 octobre³³, fait enfler les mouvements de protestation, à caractère de plus en plus politique³⁴.

Durant toute l'année 1946 les préfets notent un climat contestataire exceptionnel qui risque de dégénérer en troubles sociaux « si la situation présente devait se prolonger »³⁵. Des conflits centre-périphérie et des attitudes antiétatiques traditionnels se joignent aux plaintes amères sur les provisoires sans fin, sur les querelles de politique politicienne, le coût de la vie en hausse constante et les précarités alimentaires³⁶. En 1947 encore, suite aux réductions successives des rations de pain, on assiste à deux vagues spontanées de protestation un peu partout en France. Des marches de la faim se mettent en route pour rejoindre les chefs-lieux départementaux. Elles entraînent des grèves de solidarité parmi les ouvriers, vite encadrées par la CGT et l'Union des Syndicats³⁷.

D'énormes problèmes et très peu de moyens de les résoudre :

telle est la situation peu commode des gouvernements successifs durant plusieurs années. Une « drôle de paix » succède à la Libération³⁸, où les marges de manœuvre sont extrêmement étroites dans tous les domaines, y compris, bien sûr, dans la politique allemande. Car non seulement les Français ont faim, ils sont également farouchement germanophobes après ces quatre années d'occupation, d'exploitation et d'humiliation. Et chaque propos plus ou moins nuancé envers l'Allemagne³⁹, chaque indice que les Allemands mangent mieux que les Français⁴⁰, soulève dès la fin des opérations militaires, l'indignation unanime d'une nation en quête de soupapes. Mais qui a gagné cette guerre finalement ?

Confrontées en permanence à une opinion publique anti-allemande, à une dégradation du climat social et à une hégémonie communiste, susceptible à mettre en cause, en tout temps, modernisation nationale et régime provisoire, les autorités parisiennes ont à tenir largement compte de cette situation en préparant et en présentant leurs projets allemands au public.

..., mais les Allemands, en quête de boucs émissaires, aussi

En Allemagne aussi, la disette de vivres exaspère les tensions sociales et met en évidence leur dimension politique. Dans le bassin de la Ruhr, de premières grèves éphémères éclatent fin février/début mars 1947. Deux mois plus tard, tous les centres de la zone britannique sont concernés. Des manifestations s'étendent de la Ruhr à d'autres centres régionaux, en Rhénanie et Westphalie d'abord, puis en Basse-Saxe et au nord. Elles culminent en grève générale de 300 000 mineurs le 3 avril, pour s'enliser, ensuite, dans des actions plus ponctuelles.

Au début de l'année 1948 la mobilisation se généralise et se nationalise. En zone britannique et américaine, entre le 2 février et le 3 mars, environ quatre à cinq millions d'Allemands sont dans les rues. Partant encore de la Ruhr, les arrêts de travail gagnent toute la bizonie, y compris la Bavière où plus d'un million de personnes suivent l'ordre de grève générale le 23 janvier. Les dernières vagues, déclenchées principalement en raison de la situation alimentaire, sont à noter vers avril et mai 1948⁴¹. Au cours des mois suivants, ce sont d'autres motivations qui se profilent davantage, comme le montre parfaitement la grève générale en bizonie qui mobilise quelques sept millions de « bizoniens » le 12 novembre⁴².

En zone française, quantitativement, rien de comparable. Certes,

des manifestations de la faim ne se font pas attendre non plus. Eclatant vers la fin de l'année 1946 en Rhénanie-Palatinat, se généralisant entre juillet et septembre 1947, elles restent pourtant très sporadiques dans toute la zone jusqu'au printemps 1948. La dispersion importante des petites et moyennes entreprises, spécifique à la structure industrielle du sud-ouest allemand, ainsi que des contacts assez fréquents et une sorte de « gentleman's agreement » entre le Gouvernement militaire et les syndicats ouvriers y sont probablement pour quelque chose⁴³.

Ce sont les mois de mai et de juin 1948 qui marquent l'apogée des mouvements de grève en zone française motivés, directement ou indirectement, par la situation alimentaire. A Ludwigshafen p.e., il ne s'agit plus seulement des rations en tant que telles, mais également de la répartition de celles-ci selon les catégories différentes d'ouvriers et d'entreprises. En août et en septembre les prix montant par rapport aux salaires bloqués ainsi que la perspective d'une nouvelle vague de démontages supplantent dès lors les ventres creux en tant qu'objet primordial de mécontentement populaire⁴⁴. La grève générale en Württemberg-Hohenzollern le 9 août 1948⁴⁵, trois jours après la démission-choc du gouvernement du Land, illustre bien ce déplacement de motivations protestataires.

Comme en France, entre 1940 et 1947, la question du ravitaillement devient la véritable hantise du quotidien allemand d'après-guerre. Comme en France, elle bouleverse les comportements et les normes habituels de toute la population concernée. Comme les Français dès la fin de l'année 1944, les Allemands commencent – deux ans après – à donner libre cours à leur mécontentement profond moyennant des grèves, de plus en plus politisées au fil du temps. Mais plus encore que les Français, les Allemands raisonnent si mal quand ils ont faim.

En Allemagne, rares sont ceux qui assument que leur propre sort fait suite à d'autres sorts plus malheureux et plus insupportables encore. Rares sont ceux qui reconnaissent les rapports évidents entre la guerre hitlérienne, la défaite militaire et l'occupation alliée, et à en tenir compte. Et rares sont ceux qui appréhendent que les différences alimentaires entre l'Allemagne et ses voisins se mesurent en nuances, non pas en écarts flagrants, et que la crise alimentaire européenne est, en premier lieu, l'héritage directe de la politique et de la guerre national-socialistes.

Très vite, une grande majorité de gens se trouve pour attribuer la responsabilité de la misère actuelle aux alliés, et à la démocratie qu'ils promeuvent. Car s'il n'y a rien à manger, c'est « die

Schuld der anderen, denn unter der Herrschaft des Dritten Reiches hatten wir genug »⁴⁶. Les reproches vont de l'incapacité présumée de ne pas savoir organiser un approvisionnement juste et convenable⁴⁷, jusqu'au goût de revanche des vainqueurs vis-à-vis des vaincus, désireux de les affamer pour continuer la guerre par d'autres moyens⁴⁸. Même les Anglais et, surtout, les Américains, vers lesquels les espoirs allemands convergent à la fin de la guerre, subissent une perte de confiance constante⁴⁹.

Les Français en tant qu'occupants ont, dès le départ, une position nettement plus délicate par rapport à la population autochtone au sud-ouest de l'Allemagne, et cela pour des raisons multiples : les images figées de la première occupation après 1918 dans la mémoire collective, la propagande national-socialiste des derniers mois de la guerre évoquant des soldats français qui ne font que piller et violer, la connaissance des horreurs nazies commis dans l'hexagone durant ces dernières années, l'attisement des craintes allemandes par les troupes américaines sur place préparant l'arrivée française par une propagande francophobe, la pauvreté des équipements militaires et civils entamant gravement le prestige de la France, puissance alliée de second ordre, la constatation précoce que cet occupant, venant sans cigarettes, sans chewing-gum et sans chocolat, n'aura pas grand-chose à offrir à l'avenir.⁵⁰

Bien avant que le Gouvernement militaire de Baden-Baden prenne ses premières mesures, la perception d'une politique de revanche d'un occupant qui affame, se trouve profondément enracinée dans les esprits⁵¹, et amplifiée à une époque où les bruits qui courent ont tendance à remplacer les faits. S'y ajoutent des réquisitions arbitraires de vivres pour le compte des mess, des exactions commises, d'ailleurs sévèrement réprimées par toute la hiérarchie militaire, en pénétrant le territoire ennemi, et des démontages sauvages des premières semaines, dont personne ne peut savoir que Paris les conçoit comme durs, mais brefs⁵². S'ensuit un amalgame mental laissant peu de chance aux Français de bien réussir leur mission. Les dirigeants parisiens se rendent d'ailleurs parfaitement compte du manque de confiance supplémentaire auquel la France en Allemagne doit faire face⁵³.

En septembre 1946, lorsque les rations françaises commencent à peine de monter après un sixième printemps catastrophique, une enquête faite par l'Institut social-psychologique de Baden-Baden indique que 40 % des interrogés badois – dont plus d'un tiers s'abstient d'ailleurs – rendent la présence des troupes d'occupation responsable de la misère alimentaire⁵⁴. Et tandis qu'en France

les rations de pain sont réduites de nouveau début mai 1947 débouchant sur des vagues de protestation et des marches de la faim, le ministre-président sud-badois Leo Wohleb joue la carte de la démission gouvernementale, avançant des raisons alimentaires, pour tester sa force potentielle et faire pression au délégué supérieur⁵⁵. Mais « ventre creux n'a point d'oreilles », disait déjà La Fontaine.

Ventres creux et relations internationales

A la demande du général Koenig, commandant en chef de la zone française d'Occupation, dès août 1945 la crise alimentaire au sud-ouest allemand est mise à l'ordre du jour du gouvernement provisoire. S'en occupe en particulier un Comité interministériel, organe décisionnel des questions allemandes en 1945/46, tenant ses premières réunions sous la présidence du général de Gaulle⁵⁶. A Paris tout le monde reconnaît bien le dilemme : d'une part, la perception de l'occupant français, et le succès à long terme d'une politique de contrôle, d'attachement et de démocratisation, dépend largement de la situation alimentaire sur place ; d'autre part, les goulots hexagonaux ne permettent guère une aide substantielle, sans ranimer, encore plus, le mécontentement, et sans mettre en danger une stabilité intérieure provisoire et fragile.

La France, puissance occupante, fait des efforts, ...

Toutefois, le Comité prend des décisions : prise en compte des ressources de l'Allemagne entière⁵⁷ ; en août, réduction du personnel d'occupation, et arrêt d'envoi des familles du personnel en zone française⁵⁸ ; en novembre, prolongement des importations d'outre-atlantique pour que « la zone française ne soit pas moins favorisée que les zones anglaise et américaine »⁵⁹, et sollicitation de Koenig « de soumettre au Gouvernement des propositions concernant : 1. la réduction éventuelle de l'effectif des troupes d'occupation, 2. la quantité de vivres ... qui pourraient être importés de France pour contribuer à l'alimentation des effectifs restants »⁶⁰ ; en mars 1946, vérification « quelles catégories et quelles quantités de denrées peuvent être fournies par nous, sans préjudice grave pour le ravitaillement national »⁶¹.

Durant toute l'année 1946 et 1947, Baden-Baden demande avec insistance une aide métropolitaine immédiate même si – pour citer Koenig – « les Français sont choqués à la pensée d'aider les Allemands »⁶². On ne mène pas une « politique d'attraction préconisée à juste titre par le Gouvernement français... sans assurer à notre zone un minimum décent quant au ravitaillement des êtres humains »⁶³, et on ne mène pas « une politique de démocratisation dans un pays sous-alimenté »⁶⁴. Entre Koenig, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, son conseiller politique⁶⁵, et Emile Laffon, administrateur général en zone française⁶⁶, il n'y a pas, à cet égard, de différence de vues.

Que la France essaie de faire de son mieux pour importer ou pour faire importer, via les Etats-Unis, des denrées supplémentaires, que l'administration d'occupation se soucie énormément de la crise alimentaire, importe peu face à une population allemande qui ne voit que son propre sort, certes difficile. Dans ce contexte, les prélèvements alimentaires opérés par les Français pour entretenir l'armée et l'administration prennent valeur de symbole. Couvertes par le droit international, ces revendications sont, aux yeux de la plupart des Allemands, responsables de la disette à subir, et souvent elles se sont gravées dans la mémoire collective jusqu'à nos jours.

Effectivement, les Français en Allemagne vivent, en général, beaucoup mieux que la population autochtone, beaucoup mieux aussi que leurs compatriotes de l'autre côté de la frontière. Sont réquisitionnés, de préférence, des vivres riches en protéines (beurre, oeufs, fromage, viande) ainsi que des produits de luxe (vin, tabac). Mais d'autre part, un renoncement complet aux prélèvements alimentaires ne serait pas allé de pair avec une amélioration sensible des circonstances générales : compte tenu du nombre des Français, toujours décroissant⁶⁷, force est de constater que leurs rations, réparties sur toutes les bouches allemandes de la zone, n'auraient pas rapporté grand chose au consommateur particulier⁶⁸.

Et en plus, ces prélèvements ne rapportent pas non plus grand-chose au budget national. Car peu importe si le personnel d'occupation ne vit pas ou s'il vit sur le pays, son approvisionnement crée, de toute façon, une charge supplémentaire en dollars qui font tellement défaut : dans le premier cas, par l'attribution directe et massive des produits importés en France, dans le second cas, par des importations accrues en direction d'une zone, pas à même de les équilibrer par des exportations. Le ministère des Finances ne se fatigue pas, dès l'annonce de la décision du Conseil de Contrôle berlinois sur les importations et les exportations allemandes le

20 septembre 1945⁶⁹, à promouvoir cette vérité primaire au sein du gouvernement provisoire⁷⁰.

Sans aucun doute, les avantages physiologiques et financiers, côté français, ne compensent en rien, côté allemand, les dégâts psychologiques qui s'ensuivent des pratiques alimentaires des forces d'occupation. Evidemment il ne s'agit point de peindre en rose, ni les pratiques des uns, ni les souffrances des autres, mais de les rendre intelligibles. Pas question pour Paris d'affamer les gens⁷¹. Au contraire, les aides importatrices hexagonales, de l'ordre de 125 millions de dollars pour les seuls vivres entre août 1945 et décembre 1947⁷², soulagent sensiblement une situation alimentaire qui, sans elles, aurait pu tourner à la tragédie⁷³.

Malgré une perception contemporaine en opposition flagrante, les efforts en matière de ravitaillement sont à mettre à l'actif de la politique française vis-à-vis de l'Allemagne vaincue. Ils vont tout à fait dans le sens des recherches récentes, ayant modifié, suite à l'ouverture des archives au milieu des années 80, l'image traditionnelle d'une France qui délibérément opte pour une approche purement revancharde. La réalité historique s'avère finalement bien plus complexe.

Une réalité historique plus complexe, d'abord, au niveau de la politique française dans le sud-ouest de l'Allemagne. Diverses études ont révélé – sans pour autant nier les incohérences et les duretés évidentes de l'Occupation – des tentatives constructives de réorientation dans différents domaines⁷⁴. Une réalité historique plus complexe, ensuite, quant à l'échelon central de décision⁷⁵. Car à Paris, les revendications officielles d'une séparation des territoires rhénans ou d'un démembrement allemand, bien que constamment placées sur le devant de la scène, perdent très tôt l'appui au sein du gouvernement provisoire. Elles semblent de moins en moins appropriées à l'ordre international d'après-guerre d'une part, et peu à même de se faire accepter par les alliés de l'autre⁷⁶.

Une « double politique allemande » se dessine depuis fin 1945/début 1946. Une « double politique » qui s'exprime, d'un côté, dans des objectifs internes plus réalistes et concrets, que l'on pense pouvoir atteindre effectivement. Il s'agit en particulier de l'internationalisation de la Ruhr avec des droits de regard, de disposition et de distribution pour le charbon, le dessein principal étant d'inverser durablement les rapports de forces économiques et industriels en Europe occidentale en faveur de la France⁷⁷. Outre une suprématie économique, la conception de sécurité, élaborée depuis la mi-1945, mise sur des structures politiques allemandes

aussi décentralisées que possible, et sur des mécanismes de coopération à long terme instaurés par des mesures culturelles et démocratrices conformes aux idéaux français⁷⁸.

Une « double politique allemande » qui s'exprime, d'un autre côté, dans le maintien des positions maximalistes, auxquelles plus personne ne veut vraiment croire. D'abord, elles demeurent potentiellement profitables vis-à-vis de l'extérieur. Compte tenu des précarités hexagonales, un mécanisme de négociation franco-américain s'amorce dès août 1945 laissant entrevoir la possibilité de se faire monnayer, par des gages financiers ou de sécurité, chaque étape de l'alignement occidental en matière allemande⁷⁹. Ensuite, les positions maximalistes demeurent littéralement incontrournables vis-à-vis de l'intérieur, où le gouvernement affronte toujours une opinion publique française aussi profondément germanophobe que matériellement frustrée. Pas de raison alors de modifier les conceptions officielles qu'il a constamment défendues⁸⁰.

..., mais elle n'essuie que des déboires des deux côtés

Face aux situations alimentaires en zone française comme en métropole le gouvernement provisoire se trouve devant un dilemme évident. Il essaie d'endiguer la crise, mais n'essuie que des déboires des deux côtés : des déboires du côté allemand, parce qu'elle n'importe pas autant que les Etats-Unis, les Allemands en zone française ne comparant leurs rations qu'avec les rations présumées en zone américaine ; des déboires du côté français, parce qu'elle y importe déjà trop, les Français ne comparant leurs rations qu'avec les rations présumées de l'autre côté de la frontière.

Autrement dit, en France la permanence des ventres creux risque, aux yeux des dirigeants parisiens, d'être instrumentalisée par le parti communiste et ses organisations satellites à des fins électorales, voire subversives. Les références à une opinion publique réticente, synonyme d'une masse silencieuse prête à basculer, à un moment ou à un autre, dans une opposition destructrice sous le drapeau rouge, sont légion dans les documentations des ministères concernés⁸¹. Il semble assez évident que « la démagogie anti-allemande du néo-patriotisme communiste et le souvenir vivace des souffrances de l'Occupation ont concouru depuis la libération à entretenir dans l'opinion et à inspirer au Gouvernement une volonté d'intransigeance dans nos revendications à l'égard de l'Allemagne »⁸². D'où entre autres, ce décalage formi-

dable, et croissant, entre une politique allemande officielle et une politique allemande officieuse.

En Allemagne occupée par contre, les ventres creux risquent de compromettre les aspects constructifs des activités françaises, les tentatives de réorientation politique, les mesures de reconstruction industrielle, les dispositions de démocratisation, etc.⁸³ Bien plus encore, ils risquent de ne laisser, dès le début, aucune chance à la politique allemande de la France d'être perçue d'une manière rationnelle et équitable de la part des contemporains de la zone. D'où un décalage formidable entre une réalité historique assez complexe à tous les égards, avec du noir, du gris et du blanc, et une image noire, peu ambiguë, de la politique allemande qui continue de tenir sa place, et dans les mémoires de gens et dans une bonne partie de l'historiographie contemporaine.

Les problèmes centraux de la France en Allemagne, ce sont finalement les interactions délicates entre politique intérieure et politique extérieure, ce sont ses pauvres moyens matériels, malgré son statut de puissance victorieuse. Seuls des bases politiques plus stables, des conjonctures économiques et sociales plus satisfaisantes, et un climat mental plus réconciliateur en France même, auraient peut-être permis d'exporter davantage de vivres en direction de la zone française, sans contrecarrer la stabilisation et la modernisation nationales. Mais ces conditions, en 1946/47, ne sont point remplies, et l'occupation allemande en France en est, au moins partiellement, responsable.

Conclusion : rapports franco-allemands d'après-guerre – le haut et le bas

Quelques mots pour conclure. On voit bien que les ventres creux et les casseroles vides – symboles des difficultés matérielles du moment – se trouvent au centre de tous les débats de l'immédiat après-guerre entre la France et l'Allemagne. Pour la dernière fois en ce siècle, la misère reprend ses droits dans les deux pays, avec des discordances de temps, d'acuité et d'appréciation. Elle reprend ses droits au quotidien comme en politique, elle agit sur les mentalités collectives des gouvernés comme sur les processus décisionnels des gouvernants.

Sur le plan historiographique s'enchevêtrent alors une histoire des mentalités, et une histoire des relations internationales dont

les résultats sont largement tributaires de ceux de la première. Sur le plan historique – proprement dit – s'enchevêtrent politique extérieure et politique intérieure, problèmes socio-économiques et psychologiques. Malgré des efforts constants du gouvernement provisoire la faim entre 1944 et 1948 crée inéluctablement de nouvelles rancunes franco-allemandes à la base qui se rajoutent à celles des années précédentes. Elles compromettent à court terme ce que les dirigeants parisiens pensent indispensables, au moins à la longue.

Ce sont ces dirigeants qui ont un sens aigu d'un rapprochement nécessaire entre la France et l'Allemagne sur des bases nouvelles et qui, d'une manière très pragmatique et dans l'intérêt bien compris de la nation, posent les premiers jalons. Ce rapprochement doit donc venir d'en haut plutôt que d'en bas à une période où les fournitures de charbon intéressent les Français toujours – pour parler avec Jean Chauvel, secrétaire général du Quai d'Orsay, en février 1947 – « exactement autant que le bifteck »⁸⁴.

Bien sûr, il y a des personnalités de la société civile qui travaillent dès 1945 avec acharnement, souvent avec idéalisme, pour une réconciliation franco-allemande. Bien sûr, il y a des institutions qui se créent des deux côtés, et dont l'importance à long terme n'est point négligeable. Mais pour l'opinion publique française au sens large du terme, une opinion qui soigne ses plaies des deux guerres, mondiale et franco-française, des approches créatives envers l'ancien occupant restent hors de question jusqu'à la fin des années 40. L'idée même d'une entente possible entre la France et l'Allemagne, par pragmatisme ou par idéalisme, paraît encore choquante⁸⁵.

C'est qu'« il fallut du temps, au lendemain de la guerre, pour laisser s'éloigner les mauvais souvenirs »⁸⁶. Et tout d'abord, ne fallait-il pas que les premiers beaux jours fassent – matériellement – leur apparition, que les conditions de vie s'améliorent, et les ventres creux se remplissent ?

Pour revenir en 1946 entre le deuil et l'espoir, le climat général ressenti par la grande majorité des Français et des Allemands se caractérise, en tout état de cause, par plus de deuil que d'espoir, et l'incompréhension mutuelle est encore de règle entre les deux populations. Déjà en 1953, dans la première édition de son « Allemagne de l'occident », Alfred Grosser fait bien ressortir cet aspect sensible des relations franco-allemandes d'après-guerre, en disant : « S'il fallait dire en un mot quel a été l'aspect le plus tragique de cette sombre période, il nous semble que ce fut l'incompréhension. Les visiteurs de l'Allemagne ne comprirent pas

la misère des Allemands, tandis que les Allemands ne pouvaient ou ne voulaient pas comprendre à quelles horreurs leurs souffrances faisaient suite. Ne voulant considérer que le côté 'plan Morgenthau' de la politique d'occupation, nombre d'Allemands allaient croire que le prodigieux redressement économique de leur pays s'était fait entièrement contre les vainqueurs... »⁸⁷

NOTES

¹ Déclaration de Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale constituante, Service des Archives de l'Assemblée nationale (SAAN) Comm. Aff. Etr. 12.12.45.

² Cf. la mise au point de la recherche internationale par Manfred Gailus / Heinrich Volkmann (Dir.), *Der Kampf um das tägliche Brot. Nahrungsmangel, Versorgungspolitik und Protest 1770-1990*, Opladen (Westdeutscher Verlag) 1994; pour la France, cf. Fernand Braudel, *L'identité de la France*, t. 2: *Les hommes et les choses*, Paris (Arthaud / Flammarion) 1986, p. 166-182.

³ Cf. Dietmar Hüser, *Frankreichs « doppelte Deutschlandpolitik »*, *Dynamik aus der Defensive – Planen, Entscheiden, Umsetzen in gesellschaftlichen und wirtschaftlichen, innen- und außenpolitischen Krisenzeiten 1944 – 1950*, Berlin (Dunker & Humblot) 1996, p. 79-80.

⁴ Cf. Yves Dartois e.a., « Un an de paix », dans: *Le Figaro*, 8. 5. 46.

⁵ Cf. Jean-Pierre Rioux, « La France a faim », dans: *L'Histoire* n° 179 (1994) p. 38-42; et notamment Dominique Veillon, *Vivre et survivre en France 1939-1947*, Paris (Payot) 1995.

⁶ Cf. *Reconstructions et modernisation. La France après les ruines 1918 ... 1945*, Exposition aux Archives nationales, Hôtel de Rohan, Janvier-Mai 1991, Paris 1991; Dominique Labarrière, *Survivre. La vie des Français de l'ouest en 1944*, Rennes (Editions Ouest-France/Mémorial) 1994, p. 221-225.

⁷ Cf. Yves Durand, *La France dans la 2^e guerre mondiale 1939-1945*, Paris (Armand Colin) 1989, p. 76-82.

⁸ Cf. Michel Cépède, « Agriculture et ravitaillement », dans: *La France sous l'occupation*, Paris (P.U.F.) 1959, p. 81-87 (84); Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération 1938-1944*, Paris (Seuil) 1979, p. 164.

⁹ Chiffres avancés par Veillon, *Vivre et survivre*, p. 293 et 298-299.

¹⁰ Cf. Claire Duchon, *Women's Rights And Women's Lives in France 1944-1968*, Londres/New York (Routledge) 1994, p. 17-21.

¹¹ Cf. *L'Année politique 1947*, Paris (Editions du Grand Siècle) 1948, p. 162.

¹² Cf. Karl-Heinz Rothenberger, *Die Hungerjahre nach dem Zweiten Weltkrieg. Ernährungs- und Landwirtschaft in Rheinland-Pfalz 1945-1950*, Boppard (Boldt) 1980, p. 34 ainsi que Paul Erker, *Ernährungskrise und Nachkriegsgesellschaft. Bauern und Arbeiterschaft in Bayern 1943-1953*, Stuttgart (Klett-Cotta) 1990, p. 23-24.

¹³ A Munich p. e. ce n'est qu'en mars/avril 1946 que les rations de pain se réduisent, que les queues apparaissent devant les boulangeries, et ce n'est qu'au

printemps 1947 que commence le temps de restrictions extrêmes: cf. Rainer Gries, *Die Rationen-Gesellschaft. Versorgungskampf und Vergleichsmentalität: Leipzig, München und Köln nach dem Kriege*. Münster (Westfälisches Dampfboot) 1991, p. 150-154.

¹⁴ En particulier la dénutrition, les déficits en poids et en taille chez les jeunes et les adolescents. En 1944/45 les 14/15 ans à Paris ont – par rapport à 1939 – 8.7 kilos et 7 centimètres de moins pour les garçons, 7 kilos et 11 centimètres de moins pour les filles; cf. Michel Cépède, *Agriculture et alimentation en France durant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris (Gémin) 1961, p. 403-418.

¹⁵ Pour la Ruhr, région la plus désavantagée en Allemagne occidentale, cf. Günter J. Trittel, *Hunger und Politik. Ernährungskrise in der Bizone 1945-1949*, Frankfurt/New York (Campus) 1990, p. 216-220.

¹⁶ Cf. Rainer Hudemann, « L'occupation française en Allemagne », dans: Henri Ménudier (Dir.), *L'Allemagne occupée 1945-1949*, Bruxelles (Complexe) 1990, p. 221-242 (240-242).

¹⁷ Cf. Rothenberger, *Die Hungerjahre nach dem Zweiten Weltkrieg*, p. 242-244.

¹⁸ Cf. *Wirtschaftsprobleme der Besatzungszonen*, éd. par Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin (Duncker & Humblot) 1948, en particulier les articles de Wilhelm Bauer et de Klaus Holtermann.

¹⁹ Point de vue partagé par la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones françaises d'occupation au début de l'année 1946; cf. Exposés de M. André Bas, rapporteur des questions agricoles, sur les travaux de la mission parlementaire en zone occupée, SAAN Com.ZFO 28.02.46 et SAAN Com.Agr.Rav. 03.04.46.

²⁰ Cf. Antoine Lefébure, *Les conversations secrètes des Français sous l'occupation*, Paris (Plon) 1993, p. 80-103.

²¹ Les restrictions de plus en plus insupportables sont effectivement un des facteurs primordiaux du « vent mauvais » senti par Pétain dès l'été 1941, et de l'éloignement progressif de l'opinion par rapport à Vichy. Cf. Pierre Laborie, *L'opinion publique sous Vichy*, Paris (Seuil) 1990, p. 248-253.

²² Cf. Rapport de préfet (RP) Haute-Savoie 15.04.45, Archives Nationales (AN) F1 cIII 1226. Dans ce sens AN RP Belfort 09.01.45, F1 cIII 1210 ou RP Haute-Vienne Juillet 1945, AN F1cIII 1233.

²³ Cf. George H. Gallup (Dir.), *The Gallup poll. Public Opinion 1935-1971*, t.I, New York (Random House) 1975, p. 521; l'évolution des réponses à la question « Quel est le problème le plus important auquel vous et votre famille avez à faire face actuellement ? » posée mensuellement entre janvier 1946 et janvier 1948 par l'IFOP se trouve résumée dans: Sondages, 01.03.48, p. 55-56.

²⁴ Cf. Bulletin d'information de l'IFOP, 01.09.45, p. 169.

²⁵ Cf. p.e. RP Bouches-du-Rhône Décembre 1944 ou 15.08.45, AN F1cIII 1210.

²⁶ Cf. RP Moselle 03.06.47, AN F1cIII 1302. Pour d'autres exemples d'« anxiétés ménagères et pécunières » après le « jour V », cf. p.e. RP Haute-Savoie 15.09.45, AN F1cIII 1226; RP Haut-Rhin 05.04.46 et 10.05.46, AN F1cIII 1224; RP Dordogne 08.08.46, AN F1cIII 1217; RP Corrèze 01.10.46, AN F1cIII 1214; Meurthe-et-Moselle 09.12.46, AN F1cIII 1222; RP Côtes-du-Nord 07.08.47, AN F1cIII 1261; RP Haut-Rhin Août 1948 à Mars 1949, AN F1cIII 1314.

²⁷ Cf. RP Savoie 16.03.45, AN F1cIII 1226; RP Bouches-du-Rhône 16.04.45, AN F1cIII 1210; RP Bas-Rhin Mai 1945, AN F1cIII 1224.

²⁸ Cf. Alpes-Maritimes 15.02.45, AN F1cIII 1208; RP Rhône 16.03.45, AN F1 cIII 1225; RP Alpes-Maritimes 15.06.45, AN F1 cIII 1208; RP Creuse 16.08.45, AN F1 cIII 1216; RP Seine-et-Oise 29.12.45, AN F1 cIII 1228; RP Lot-et-Garonne Janvier/Février 1946, AN F1 cIII 1222.

²⁹ Cf. p.e. Procès-verbal de la séance du 24 septembre du Comité de reconstruction, 27.09.43, Service des Archives du ministère de l'Economie et des Finances (SAEF) B 30001. Sont présents entre autres Hervé Alphand, Maurice Couve de Murville, Robert Marjolin, René Mayer, François de Menthon, Jean Monnet, René Pleven et André Philip.

³⁰ Pour de Gaulle cf. son discours au palais de Chaillot, 12.09.44, dans : Charles de Gaulle, *Discours et Messages* (DM), t.I: *Pendant la guerre 1940-1946*, Paris (Plon) 1970, p. 443-451 (449-450) ainsi que ses discours en province, dans : Charles de Gaulle, *Lettres, Notes et Carnets* (LNC), t.V: *Juin 1943-Mai 1945*, Paris (Plon) 1983, p. 315-317 (Orléans), p. 319-320 (Nancy), p.321-325 (Lille), p. 328-334 (Louviers, Evreux, Neubourg, Caen) et p. 345-346 (Dijon).

³¹ Cf. Alexander Werth, *La France depuis la guerre 1944-1947*, Paris 1957, p. 84-86; Raymond Ruffin, *La vie des Français au jour le jour de la Libération à la victoire 1944-1945*, Paris (Presses de la Cité) 1986, p. 120-127.

³² Cf. p.e. RP Haute-Vienne Novembre 1945, AN F1cIII 1233; RP Moselle 01.08.45, AN F1cIII 1222.

³³ Cf. Audition de M. le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement [Tanguy-Prigent], SAAN Com.Agr.Rav. 13.12.45.

³⁴ Cf. p.e. RP Savoie 15.12.45, AN F1cIII 1226; RP Charente-Maritime 10.01.46, AN F1cIII 1214; RP Moselle 15.01.46, AN F1cIII 1222.

³⁵ Cf. RP Meurthe-et-Moselle 09.12.46, AN F1cIII 1222. Dans ce sens RP Bas-Rhin Août 1946, AN F1cIII 1224.

³⁶ Cf. RP Dordogne 10.07.46 et 10.09.46, AN F1cIII 1217; RP Moselle 10.01.47, AN F1cIII 1222.

³⁷ Cf. *L'Année politique 1947*, p. 73-74, 103-104, 176-177 et 183-184.

³⁸ Cf. Dietmar Hüser, « Deutschland und die französische Öffentlichkeit 1944-1950. Innenpolitische Aspekte deutschlandpolitischer Maximalpositionen », dans : Stefan Martens (Dir.), *Vom « Erbfeind » zum « Erneuerer », Aspekte und Motive der französischen Deutschlandpolitik nach dem Zweiten Weltkrieg*, Sigmaringen (Thorbecke) 1993, p.19-64 (26-30).

³⁹ Cf. p.e. le voyage du général de Gaulle en zone française d'occupation début octobre 1945 et les discours qu'il y a tenus, dont les réactions hexagonales se trouvent analysées dans Hüser, *Frankreichs « doppelte Deutschlandpolitik »*, p. 440-444.

⁴⁰ Cf. p.e. les statistiques publiées par France Soir, 13.06.45, selon lesquelles les Berlinoises ont plus de sucre, de viande et de pommes de terre à leur disposition que les Parisiens.

⁴¹ Cf. Günter J. Trittel, « Hungerkrise und kollektiver Protest in Westdeutschland 1945-1949 », in : Gailus / Volkmann (Dir.), *Der Kampf um das tägliche Brot*, p. 377-391 (378-379).

⁴² Depuis des mois déjà, le ravitaillement s'améliore et se trouve assuré à moyen terme. La situation alimentaire ne figure même pas parmi les 13 objectifs énoncés dans le catalogue des leaders syndicaux. Est mise en cause la politique de Ludwig Erhard et du Conseil économique de Francfort, notamment la libération des prix et le maintien du blocage des salaires, puis les décisions structurelles à prévoir. Cf. Heinrich Volkmann / Rainer Hudemann / Dietmar Hüser, « Streiks und kollektive Arbeitsniederlegungen in den Westzonen und Berlin 1945-1948 », dans : Hasso Spode e.a., *Statistik der Arbeitskämpfe in Deutschland, Deutsches Reich 1936/37, Westzonen und Berlin 1945-1948, Bundesrepublik Deutschland 1949-1980*, St.Katharinen (Scripta Mercaturae) 1992, p. 93-298 (123-125).

⁴³ Cf. Alain Lattard, *Gewerkschaften und Arbeitgeber in Rheinland-Pfalz unter*

französischer Besatzung 1945-1949, Mayence (v. Hase & Koehler) 1988, p. 234-235.

⁴⁴ Cf. Volkmann / Hudemann / Hüser, « Streiks und kollektive Arbeitsniederlegungen », art. cit. p. 250, 256-257 et 260.

⁴⁵ Le déroulement de la grève se fait en coordination avec les autorités occupantes; cf. Wolfgang Hecker, *Der Gewerkschaftsbund Süd-Württemberg-Hohenzollern. Zur Gewerkschaftsbewegung in der französischen Besatzungszone 1945-1949*, Marburg (Verlag Arbeiterbewegung und Gesellschaftswissenschaft) 1989, p. 57, 247-252 et 261.

⁴⁶ Témoignage allemand, dans : *Anthologie der deutschen Meinung. Deutsche Antworten auf eine französische Umfrage*, Constance (Johannes Asmus Verlag) 1948, p. 149.

⁴⁷ Cf. Barbara Marshall, « German attitudes to British military government 1945-1947 », dans : *Journal of Contemporary History* 15 (1980) p. 655-684 (668).

⁴⁸ Cf. Josef Foschepoth, « Zur deutschen Reaktion auf Niederlage und Besatzung », dans : Ludolf Herbst (Dir.), *Westdeutschland 1945-1955. Unterwerfung, Kontrolle, Integration*, Munich (Oldenbourg) 1986, p. 151-165. Pour la zone française cf. Rainer Hudemann, « L'occupant français et la population allemande après les deux guerres mondiales », dans : *Relations Internationales* n°80 (1994) p. 471-489.

⁴⁹ Cf. Anna J. Merrit / Richard L. Merrit (Dir.), *Public Opinion in Occupied Germany. The OMGUS surveys 1945-1949*, Urbana (University of Illinois Press) 1970, p. 211.

⁵⁰ En détail. cf. Hüser, *Frankreichs « doppelte Deutschlandpolitik »*, p. 560-567 et 573-576 ainsi que Edgar Wolfrum, *Die Besatzungsherrschaft der Franzosen 1945 bis 1949 in der Erinnerung der Deutschen*, dans : *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 46 (1995) p. 567-582.

⁵¹ Cf. les témoignages dans Hansmartin Schwarzmaier (Dir.), *Landesgeschichte und Zeitgeschichte. Kriegsende 1945 und demokratischer Neubeginn am Oberrhein*, Karlsruhe 1980, p.99-100 ou 102-103.

⁵² Dès Alger, cf. Robert Marjolin, Note préliminaire sur le problème des réparations, 26.03.43, Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE) GU (1939/45) 1487 ou Hervé Alphand, Note pour M. Massigli a.s. Restitutions & réparations des dommages de guerre, 24.11.43, SAEF B 8786. Après la Libération, cf. Compte rendu de la séance du Comité économique interministériel (CEI), 31.05.45, AN F60 900 ou Lettre Juin à de Lattre, Prélèvements effectués par la 1ère Armée française en Allemagne, 10.06.45, Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT) 8 P 25.

⁵³ Cf. Jean de Lattre de Tassigny, « Mise au point relative de l'affaire de Constance, Mai 1945 », dans : Jean de Lattre de Tassigny, *Réconquérir. Ecrits 1944-1945*, Paris (Plon) 1985, p. 324-326; Jean Béliard, Aspects actuels de l'Allemagne, 02.07.45, AMAE Z Europe (1944/49) Allemagne 30; Pierre Giacobbi, Rapport d'un officier de liaison français auprès de la 5e division d'infanterie de l'armée américaine, 05.05.45, AMAE Y (1944/49) 281.

⁵⁴ Cf. Sozialpsychologisches Institut Baden-Baden, *L'opinion publique en Allemagne. Enquête en septembre 1946 dans le Bade*, p. 6. Pour ce qui est des détails de ces enquêtes, cf. Marlies G. Steinert, « Zwischen gestern und morgen. Volksmeinung und öffentliche Meinung in der französischen Besatzungszone 1945-1947 im Spiegel französischer Quellen », dans : Klaus Manfrass / Jean-Pierre Rioux (Dir.), *France - Allemagne 1944-1947*, Paris (I.H.T.P.) 1990, p. 47-81.

⁵⁵ Cf. la lettre de démission de Wohlleb à Pène, 10.05.47, AMAE PAAP 338/11;

voir aussi d'autres documents signalant les réactions de Pène, de Laffon et de Paris dans le même dossier.

⁵⁶ Décret n°45-1634 portant création d'un Comité interministériel des affaires allemandes et autrichiennes (CIAAA), 07.07.1945, Journal officiel de la République française (JORF), Lois et décrets, 25.07.45, p. 4610.

⁵⁷ Cf. Décisions prises par le CIAAA, 13.08.45, Archives de l'Occupation française en Allemagne et en Autriche (AOFAA) Cons.pol. B I 4.

⁵⁸ Cf. Document n°36 du CIAAA, 30.10.45, AOFAA Cons.pol. B I 4.

⁵⁹ SG CIAAA, Ravitaillement de la population civile dans les zones d'occupation, 01.11.45, AN F60 3034/2.

⁶⁰ Décisions prises par le CIAAA, 27.11.45, AMAE Y (1944/49) 651.

⁶¹ CGAAA, Note sur la situation alimentaire des zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche (Document n°2 der CIAAA-Sitzung vom 09.03.46), 07.03.46, AOFAA Cab.Koenig Pol. I B 3.

⁶² Cf. Note personnelle rédigée par le Général Koenig à la suite de la réunion de 6 novembre 1945 [en vérité 1946, D.H.] à Paris, AMAE Z Europe (1944/49) Sarre 17 ainsi que Lettre Koenig à Schneiter, 26.11.46, AMAE Y (1944/49) 438, où il se déclare conscient que « l'opinion publique française n'est pas favorable aux envois que je vous demande à assurer », mais en même temps persuadé « qu'une politique française en Allemagne ne pourra être poursuivie qu'à ce prix. »

⁶³ Lettre Koenig à Bidault, Situation économique de la zone française d'occupation, 06.12.46, AMAE PAAP 338/9.

⁶⁴ Lettre Koenig à Schneiter, rédigée par Laffon, Crise survenue au sein du Cabinet badois, 17.05.47, AMAE PAAP 338/11.

⁶⁵ Cf. Télégramme Saint-Hardouin à Paris, 11.10.47, AMAE PAAP 217/101.

⁶⁶ Cf. Lettre Laffon à Koenig, Alimentation des Français en zone, 10.10.46, AMAE PAAP 338/14 avec la requête d'un « effort sérieux » de la part de la métropole ».

⁶⁷ D'après Pierre de Leusse, Note sur la situation à Baden-Baden, 10.09.45, AMAE PAAP 338/15, l'armée d'occupation compte environ 300 000 personnes en septembre 1945; elle se réduit successivement à 120 000 en janvier 1946 (Audition de M. Michelet, ministre des Armées, SAAN Com.Déf.Nat. 30.01.46), à 75 000 en décembre 1946 (André Lebel, Note sur l'occupation militaire de l'Allemagne, 21.12.46, AN F60 941) et à 54 000 en février 1947 (Général Sevez, Note d'orientation, Organisation des troupes d'occupation en Allemagne, 19.02.47, SHAT 3 U 55).

⁶⁸ Selon Rothenberger, *Hungerjahre nach dem Zweiten Weltkrieg*, p.202, les prélèvements français ont coûté aux autochtones entre 10 et 15 % de leurs rations de calories par jour, ce qui, à l'époque, semble physiologiquement assez négligeable.

⁶⁹ Cf. Christoph Buchheim, *Die Wiedereingliederung Westdeutschlands in die Weltwirtschaft 1945-1958*, München 1990, p. 1-9.

⁷⁰ Cf. ministère de l'Economie nationale (MEN), Conseil de l'économie nationale, Compte rendu de la réunion plénière, 11.09.45, SAEF 5 A 15; MAE, Réunions de la Sous-commission économique pour les affaires allemandes et autrichiennes, 13.09. et 19.10.45, AMAE Y (1944/49) 363; Procès-verbal de la réunion des Secrétaires généraux pour les affaires allemandes, 26.10.45, SAEF 5 A 15; Lettre de Pierre-Paul-Schweitzer à Marcel Berthelot, Installation en Allemagne des familles des militaires des troupes d'occupation, 16.10.45, SAEF B 8833.

⁷¹ Cf. aussi les déclarations de Tanguy-Prigent devant la Commission parlementaire qui lui valent d'ailleurs de vives critiques de la part de ses membres, SAAN Com.Agr.Rav. 13.12.45.

⁷² Cf. Frank Roy Willis, *The French in Germany 1945-1949*, Stanford (Stanford

U.P.) 1962, p. 132. Le total des importations en zone française est de l'ordre de 182 millions de dollars.

⁷³ Cf. John E. Farquharson, « Landwirtschaft und Ernährung in der Politik der Alliierten 1945-1948 », dans: Josef Foschepoth (Dir.), *Kalter Krieg und Deutsche Frage, Deutschland im Widerstreit der Mächte 1945-1952*, Göttingen / Zürich (Vandenhoeck & Ruprecht) 1985, p. 147-174 (166-167); Rothenberger, *Hungerjahre nach dem Zweiten Weltkrieg*, p.202 et 235-236.

⁷⁴ Cf. notamment Rainer Hudemann, *Sozialpolitik im deutschen Südwesten zwischen Tradition und Neuordnung 1945-1953. Sozialversicherung und Kriegssopferversorgung im Rahmen französischer Besatzungspolitik*, Mayence (v. Hase & Köhler) 1988; Edgar Wolfrum, *Französische Besatzungspolitik und deutsche Sozialdemokratie. Politische Neuansätze in der « vergessenen Zone » bis zur Bildung des Südweststaates 1945-1952*, Düsseldorf (Droste) 1991. Pour une dernière mise au point de l'état de la recherche cf. Rainer Hudemann, « Revanche ou partenariat? A propos des nouvelles orientations de la recherche sur la politique française à l'égard de l'Allemagne après 1945 », dans: Gilbert Krebs / Gérard Schneilin (Dir.), *L'Allemagne 1945-1955, De la capitulation à la division*, Asnières 1996, p. 127-152.

⁷⁵ Cf. notamment – à part la thèse d'Etat de Rainer Hudemann – Martina Kessel, *Westeuropa und die deutsche Teilung. Englische und französische Deutschlandpolitik auf den Außenministerkonferenzen 1945-1947*, München (Oldenbourg) 1989 ainsi que Hüser, *Frankreichs « doppelte Deutschlandpolitik »*, p. 714-726.

⁷⁶ Cf. Dietmar Hüser, « Das Rheinland in der französischen Deutschlandpolitik. Realität und Rhetorik der Abtrennungsforderung 1943-1948 », dans: Tilman Koops / Martin Vogt (Dir.), *Das Rheinland in zwei Nachkriegszeit 1919-1930 und 1945-1949*, Coblenz (Verlag Bundesarchiv) 1995, p. 103-128 (107-118).

⁷⁷ Cf. p.e. Pierre Mendès France, Les réformes de structure (manuscrit), p.57-71, Février 1945, Institut Pierre Mendès France (IPMF) DPMF 44-3; Conversation Bidault-Bevin, 15.09.45, AN 457 AP 78; Télégrammes Bidault à de Gaulle, 27.09. et 29.09.45, AN 457 AP 6; Lettre René Mayer à Félix Gouin, 01.02.46, AN 363 AP 6; André Philip devant le Comité économique interministériel, 18.02.46, SAEF 5 A 13.

⁷⁸ Cf. déjà SG CIAAA, Directives pour notre action en Allemagne, 19.07.45, AN F60 3034/2.

⁷⁹ Cf. Maurice Dejean, Note, 17.08.45, AMAE Y (1944/49) 19; Compte rendu des conversations de Gaulle-Truman, 22.08.45, AMAE Y (1944/49) 19; Conversation Bidault-Byrnes, 23.08.45, AMAE Y (1944/49) 19; Note de l'audience donnée par M. Byrnes à M. Bidault, 24.08.45, AMAE PAAP 217/59; Hervé Alphand, Conversations à Washington et à New York, 31.08.45, AMAE PAAP 217/59; Résumé des conversations de M. Alphand à Washington, 26.08.45, AN 457 AP 80.

⁸⁰ Cf. Hervé Alphand, Télégramme, 30.03.46, AMAE Y (1944/49) 370, Note pour le Ministre, 16.05.46, AMAE Y (1944/49) 356, et Note a.s. Problèmes allemands, 18.07.46, AN 457 AP 60.

⁸¹ Plus en détail, cf. Hüser, *Frankreichs « doppelte Deutschlandpolitik »*, p.614-616 et 620-626.

⁸² MAE, SDir.Eur.Centr., Robert Fabre, Note sur les aspects économiques du problème allemand, 01.04.48, AMAE Y (1944/49) 372.

⁸³ Le thème du conflit entre un agenda culturel bien rempli, côté français, et des ventres bien creux, côté allemand, devient vite monnaie courante en zone française; cf. Lettre Laffon à Koenig, Mesures en faveur des intellectuels de la zone

française d'occupation, 26.11.46, AMAE Rel.Cult. (1945/47) 184; Georges Deshusses, directeur de l'Institut français de Fribourg, Rapport sur l'activité de l'Institut français de Fribourg et des Centres d'études de Tübingen, Mayence et Trèves pendant le mois de mars, Avril 1947, AMAE Rel.Cult. (1945/47) 46; Jean Arnaud, directeur de l'information du GMZFO, Tournant de l'occupation, Février 1947, AMAE PAAP 338/9. A voir aussi *Anthologie der deutschen Meinung*, p. 150-151.

⁸⁴ Cf. Lettre Chauvel à Massigli, 25.02.47, AMAE PAAP 217/55.

⁸⁵ Cf. Hüser, *Deutschland und die französische Öffentlichkeit*, art. cit. p. 39-41.

⁸⁶ Cf. Georges Bidault, *D'une résistance à l'autre*, Paris (Les Presses du Siècle) 1965, p. 150.

⁸⁷ Cf. Alfred Grosser, *L'Allemagne de l'occident 1945-1952*, Paris (Gallimard), 1953, p. 122.

Sous la direction de
Francine-Dominique Liechtenhan

Europe 1946 Entre le deuil et l'espoir

Textes de

Brad Abrams, Serge Barcellini, Alija Barkovets,
Cyril Buffet, Michel Cadot, Pierre Chaunu,
Bernard Genton, Bernd Greiner, Lothar Höbelt,
Dietmar Hüser, Stefan Karner, Robert Kopp,
Emmanuel Le Roy Ladurie, Sylvie Lindeperg,
Norbert Mendgen, Barbara Porpaczy,
Romain Rainero, Jan Philipp Reemtsma, Anne Simonin,
Jean Solchany, Arnold Suppan, Antoine de Tarlé,
Matthias Waschek, Gaby Zipfel

Interventions



SOMMAIRE

INTRODUCTION

Emmanuel LE ROY LADURIE
L'année 1946, dans tous ses états 17

POLITIQUE ET DROIT INTERNATIONAL

Cyril BUFFET
De la voie particulière à l'impasse politique :
la recomposition du paysage politique en Allemagne occupée ... 27

Lothar HÖBELT
La guerre froide et l'Autriche en 1946 :
une opportunité dans l'adversité 53

Romain H. RAINERO
L'accord De Gasperi-Grueber sur le Haut-Adige
dans le cadre des nouvelles relations entre l'Italie et l'Autriche 59

Barbara PORPACZY
L'action culturelle de la France
dans la zone d'occupation française en Autriche en 1946 69

Arnold SUPPAN
Éviction et déportation de masse des Allemands
hors de Tchécoslovaquie,
de Hongrie et de Yougoslavie 1945-1948 77

Stefan KARNER
GUPVI – l'Administration centrale soviétique
pour prisonniers de guerre et internés – et ses fonctions en 1946 87

Alija BARKOVETS Les valeurs culturelles transférées en Russie. Histoire et perspectives d'avenir	109
--	-----

VIE QUOTIDIENNE ET SOCIÉTÉ

Serge BARCELLINI La gestion du deuil par l'État français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale	121
---	-----

Dietmar HÜSER Ventres creux, mentalités collectives et relations internationales – la faim dans les rapports franco-allemands d'après-guerre	141
--	-----

Gaby ZIPFEL Les femmes allemandes en 1946. Souvenirs refoulés, héritages cachés	165
---	-----

Bernd GREINER « Go west » – Américanisation et civilité dans l'Allemagne de la « première heure »	175
---	-----

RENAISSANCES

Pierre CHAUNU La réconciliation	187
--	-----

Norbert MENDGEN L'urbanisme: utopie et réalité à l'exemple de Sarrebruck	199
---	-----

Matthias WASCHEK Questions de style et rêves de confort en 1946: la France d'après-guerre à la lecture de quelques revues spécialisées	215
---	-----

Sylvie LINDEPERG Les portes de la nuit ou le récit du vain combat	229
--	-----

Anne SIMONIN La survie d'une entreprise clandestine: les éditions de Minuit en 1946	243
---	-----

Antoine de TARLÉ La renaissance de la presse en Europe	253
---	-----

LA VIE INTELLECTUELLE : MIRAGES ET ESPOIRS

Michel CADOT Les intellectuels français entre les États-Unis et l'URSS	261
---	-----

Jean SOLCHANY L'aspiration au nouveau dans l'Allemagne de l'immédiat après-guerre (1945-1949)	273
---	-----

Jan Philipp REEMTSMA 1946 – Le rapatrié de guerre chez Wolfgang Borchert et Arno Schmidt	289
--	-----

Bernard GENTON La culture du remords	297
---	-----

Brad ABRAMS L'existentialisme et la politique tchèque	329
--	-----

Robert KOPP Denis de Rougemont et la reconstruction de l'Europe en 1946 ..	345
---	-----